

Ehpad : les directeurs tirent la sonnette d'alarme



Trois directeurs d'Ehpad d'Occitanie, réunis hier, à Grenade-sur-Garonne, près de Toulouse. DDM

Publié le 06/10/2022 à 05:10

Confrontés à une double problématique de manque de moyens et de personnels, les directeurs d'Ehpad ne cachent plus leur désarroi. Explications.

Habituellement discrets, les directeurs d'Ehpad (établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) sortent de leur réserve. Aux problèmes récurrents de manque de moyens s'ajoutent des difficultés supplémentaires et nouvelles liées à l'impact de l'inflation, au coût des mesures liées au Ségur de la santé, et à la crise des vocations du personnel soignant.

Cela fait des années qu'on dit qu'on va dans le mur et là on est au pied du mur", estime Pierre Roux, délégué régional de la FNAQPA (Fédération nationale Avenir et Qualité de Vie des Personnes Âgées), réuni hier à Grenade, avec deux de ses collègues directeurs d'Ehpad. "Nous ne pouvons pas accepter que les personnes âgées qui payent un service, parfois très cher, soient insuffisamment accompagnées avec moins de droits que les autres citoyens".

Des places mais pas de personnel

Directeurs d'établissements non lucratifs, ils admettent que leur réalité est différente des structures privées même si faire des choix devient pour eux impossible. "On ne peut pas éteindre le chauffage ou réduire la qualité alimentaire à des populations fragiles", ajoute Magalie Bilhac, secrétaire nationale adjointe de l'AD-PA (Association des Directeurs au service des Personnes Âgées). "Quand on ne peut plus payer les salaires, on baisse le taux d'encadrement. De toute façon, on n'arrive plus à trouver des gens qui veulent travailler en Ehpad".

Jusqu'à présent, il était parfois difficile d'être accueilli en Ehpad par manque de place. Aujourd'hui, les places existent mais elles ne peuvent pas être occupées car le personnel manque pour les rouvrir. "Le manque d'effectif pose des problèmes de sécurité", ajoute Didier Carles, directeur de l'Ehpad public Saint-Jacques de Grenade-Cadours et secrétaire national de l'AD-PA. "De plus, le gaz et l'électricité représentent un surcoût de 260 000 € cette année pour notre établissement. Pour s'en sortir, il faudrait augmenter le coût d'une journée de 15 €, soit 450 € de plus par mois par résident. Il est donc urgent d'agir. L'heure n'est plus à la réflexion mais aux actes. Nous sommes passés de deux mois et demi de réserve de trésorerie à seulement dix jours. La prochaine étape c'est la liquidation".

Des directeurs qui demandent un plan d'urgence pour le grand âge alors que le plan solidarité grand âge décrété en 2006 n'a pas encore abouti...

Jean-Luc Martinez